

Réforme de la gouvernance mondiale

Contribution de la Commission Économique et Sociale à la réflexion adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (12 décembre 2008)

La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne, réunie le 28 octobre 2008 à Paris, a souhaité apporter les éléments de réflexion suivants au débat actuel, illustré notamment par les conclusions publiées par le G20 en novembre 2008:

constatant la répercussion mondiale de la crise financière ayant affecté les États-Unis, puis l'Europe et tous les autres continents;

constatant que cette crise exige des mesures considérables, dépassant les moyens individuels des pays concernés;

constatant qu'après les mesures décidées par le Congrès américain, les États européens ont su se concerter, malgré les réticences de certains gouvernements, afin de décider que des moyens financiers seraient mis en œuvre à titre exceptionnel dans chaque pays pour sauver les banques en difficulté, assurer le financement des activités économiques et limiter les dommages sociaux que causerait une récession économique, mais sans une action placée sous une autorité économique commune;

- **reconnait** que les Banques Centrales et les gouvernements se sont efforcés d'apporter les concours nécessaires;

- mais **constate** qu'aucun organisme à vocation mondiale ne dispose des moyens ni de l'autorité nécessaires pour protéger l'économie mondiale de tels dysfonctionnements;

- **souhaite** que, aux côtés des initiatives attendues de la Commission Européenne et sans attendre la mise en place d'une présidence permanente du Conseil Européen, soit instituée, en raison de l'urgence actuelle, une organisation commune à l'Euroland, et que ce groupe de pays participe activement par ses conseils et par ses propositions aux prochains travaux du G20 et à ceux qui devraient se réaliser dans tout autre organisme à vocation multilatérale, comme l'OCDE, ou mondiale;

- **se félicite** de l'ouverture d'un processus d'un "nouveau Bretton Woods" auquel ce groupe apportera sa contribution et **suggère** qu'y soient analysées et proposées des mesures, des réglementations et des institutions qui permettront de mieux prévenir de telles crises et pourront contribuer à une meilleure gouvernance de l'économie mondiale;

- **appelle** notamment l'attention sur les propositions suivantes:

* dans le domaine institutionnel:

◇ **transformer** le Conseil Économique et Social des Nations-Unies d'instance consultative en instance composée non de représentants des États mais de ceux de la société civile, et chargée de recommander des lignes d'action et de coordonner l'action des institutions spécialisées onusiennes de ce secteur;

◇ **regrouper** les multiples organismes existants dans le domaine de l'écologie (PNUE, Fonds mondial de l'environnement, etc.) en une organisation mondiale de l'environnement (OME) et établir des liens entre cette OME et les institutions spécialisées financières (FMI, Banque Mondiale) et commerciale (OMC);

- ◇ **élargir** aux questions économiques les compétences du Conseil de Sécurité de l'ONU et revoir sa composition. Poursuivre l'élargissement du G8 des pays industrialisés, avec une représentation de chaque continent;
- ◇ **réunir** éventuellement une Assemblée parlementaire mondiale rassemblant des élus des parlements nationaux, à côté de l'Assemblée Générale des Nations-Unies qui représente les États.

* dans le domaine des réglementations:

- ◇ **étendre** la surveillance prudentielle aux secteurs financiers non couverts jusqu'ici: nouveaux instruments financiers, "*hedge funds*", agences de notation. Pour ces dernières, empêcher le cumul des fonctions de notation et de montage d'opérations, et établir un mode de rémunération indépendant des organismes notés;
- ◇ **encadrer** les rémunérations trop étroitement associées aux résultats à court terme et trop éloignées des risques réellement pris;
- ◇ **favoriser** un réexamen approfondi des normes comptables en vue de leur ôter tout caractère procyclique;
- ◇ **limiter** les possibilités d'évasion fiscale et d'opérations financières frauduleuses dans les places off shore; soumettre à une surveillance renforcée les opérations avec les pays "non-coopératifs";
- ◇ **remettre en question** la règle de l'unanimité systématique en matière fiscale au sein de l'Union Européenne;
- ◇ **établir** une réglementation prudentielle commune et **mettre progressivement en place** des superviseurs européens communs dans les domaines des marchés financiers, de la banque et de l'assurance;
- ◇ **tirer les leçons** des modalités de gestion de la crise pour établir en ce domaine des principes communs pour le futur.

- - - - -